



Rapport

L'avenir du marché du gaz en France et dans l'Union européenne

Auteurs : Jérôme Clausen, Anne Rivière

New York, le 22 octobre 2009

Remerciements : Sénateur Aymeri de Montesquiou, Vice Président de la Commission des Finances du Sénat et membre du groupe d'étude de l'énergie, Susanne Nies, directrice du bureau de l'IFRI à Bruxelles, Maurice Meda, Vice Président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), Hughes Lavandier, McKinsey

www.clubpraxis.com

@ClubPraxis 

Rappel des enjeux

Dans le monde de l'après Copenhague, où le charbon sera de plus en plus pénalisé, où les énergies renouvelables sont destinées à rester marginales et où le nucléaire soulève encore des questions (incertitudes politiques en Allemagne et en Belgique, niveaux d'investissements encore mal connus, etc...), le gaz s'impose comme le fuel « propre » de choix, ce qui a le potentiel d'augmenter la demande de façon considérable.

La question de la sécurité de l'approvisionnement en gaz fait actuellement l'objet de discussion au niveau de l'Union Européenne, à plusieurs niveaux. La Commission Européenne a publié en novembre 2008 la seconde Revue Stratégique de l'Energie, qui contient notamment un « plan d'action pour la sécurité et la solidarité énergétiques en Europe ». Une révision de la directive communautaire sur cette question est actuellement en discussion, visant à imposer des standards minimums à chaque Etat membre, notamment par la création de capacités minimum de stockage en cas de crise.

Au cœur des enjeux inhérents au secteur gazier se trouve la question du prix de l'indépendance énergétique. C'est toute une « diplomatie de l'énergie » régissant un secteur aux fortes dimensions géostratégiques que l'Union Européenne doit mettre en place pour garantir son indépendance. Cette note propose une réflexion et des orientations pour appréhender l'avenir du marché européen du gaz en Europe sous son volet économique et stratégique.

L'Union est aujourd'hui dépendante des importations de gaz vis-à-vis de la Russie, qui fournit 40% du gaz consommé au sein du marché européen, de l'Algérie, de la Norvège, de la Lybie, du Nigéria ou de l'Asie centrale. Face à cette dépendance extérieure, l'Union est confrontée à court terme à **trois grands défis**.

Elle doit en premier lieu garantir la **sécurité d'approvisionnement** et s'assurer de pouvoir importer le gaz en quantité suffisante. Pour ce faire, elle doit chercher à diversifier ses sources d'approvisionnement et à maintenir les conditions d'un dialogue de qualité avec les pays

producteurs. Actuellement, une approche concertée face à cet enjeu paraît difficile à trouver, la dépendance étant extrêmement variable selon les Etats membres. Certains pays sont particulièrement dépendants de la Russie, ce qui est notamment le cas de l'Allemagne qui entretient des relations privilégiées avec Gazprom (cf : North Stream), puis de l'Italie en seconde position, qui connaît une double dépendance, ses importations étant destinées à la fois au chauffage et à la production de l'électricité.

Les pays baltes et la Pologne pour leur part souffrent d'une dépendance à l'égard du réseau de gaz de la CEI, et ils se trouvent contournés dans le même temps par le projet North Stream.

D'autres états membres sont en revanche peu dépendants des importations de gaz russe comme la France dont les sources d'approvisionnement sont assez diversifiées (15% de gaz russe) ou totalement indépendants comme l'Espagne. Pourtant, face à cette hétérogénéité des situations, une approche communautaire solidaire est indispensable.

L'Union est également confrontée à la question du **transport du gaz** des pays producteurs vers les pays importateurs. Si l'un des buts poursuivis par la directive européenne sur le gaz de 1998, était la création d'un réseau de transport européen unifié, les interconnexions entre les réseaux nationaux sont encore beaucoup trop insuffisantes empêchant la fluidité dans l'acheminement du gaz. De plus, le projet NABUCCO qui doit permettre d'ici 2012-2013 d'approvisionnement l'Europe en gaz de la mer Caspienne en contournant la Russie, se trouve à présent grippé faute de garantie qu'il y aura assez de gaz pour l'alimenter.

Enfin, la question des infrastructures de **stockage** est également fondamentale. Le gaz présente l'intérêt d'être une énergie stockable contrairement à l'électricité. Anticiper d'éventuelles difficultés d'approvisionnement qu'elles soient techniques ou politiques passe par une augmentation des capacités de stockage capables de répondre à la demande d'énergie sans interruption. A ce titre, les stockages gaziers souterrains ukrainiens jouent un rôle important dans l'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest. Or le niveau de ces stocks est nettement inférieur au niveau habituel et nécessaire en cette période de l'année.

Ces trois grands défis doivent être abordés de manière globale et doivent être étudiés à l'aune d'autres paramètres comme les prix à l'achat face à la domination des grands exportateurs, le coût des projets, la compétitivité des entreprises fournissant du gaz et leur capacité à investir, l'impact sur le consommateur final, les perspectives de croissance économique ou encore le développement durable.

Le gaz est au carrefour d'enjeux et d'intérêts multiples. Notre rapport propose des recommandations qui intègrent ces différents aspects.

Penser l'avenir du marché du gaz, c'est aussi penser à « l'après gaz » dans **une vision à plus long terme**. Il est nécessaire d'anticiper dès à présent la hausse de la demande face au décroissement des ressources disponibles puis à leur disparition à un horizon de soixante ans. Le gaz présente l'avantage d'être substituable dans tous ces usages, aussi une réflexion sur la diversification des énergies utilisées ainsi que sur la nécessaire modification des comportements de consommation sera le fil conducteur de nos propositions.

Recommandations

Il est primordial de penser l'avenir du marché du gaz à l'échelle communautaire et d'aborder ces enjeux de manière concertée. Une véritable solidarité communautaire doit être recherchée.

Le bilan de la présidence de l'Union assurée par Nicolas Sarkozy, unanimement salué chez les partenaires européens, souligne que la France est un acteur central du changement et qu'elle doit saisir cette opportunité pour peser sur les orientations à venir, à court, moyen et long terme.

1 - La constitution d'une société internationale composée de Gazprom, Naftogaz Ukraine et de sociétés des pays importateurs, présentes de manière équilibrée au capital, garantirait le bon fonctionnement du transit et la gestion des stockages et définirait des objectifs partagés par toutes les parties concernées. L'Union européenne ne doit pas faire défaut sur ces questions qui engagent son avenir et sont sources de conflits, d'incertitudes et d'investissements irrationnels. Il est

intéressant de noter que ce genre de projet peut être de nature à être très attractif pour des fonds d'infrastructure et donc que la question du financement ne devrait pas être un obstacle si les volontés sont là.

2 - La prépondérance de la Russie doit stimuler d'autres pistes de diversification, tel le Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Refroidi à une température de -160°C , le gaz sous sa forme liquide devient non corrosif et non toxique et voit son volume divisé par 600. Plus facile à transporter et plus sûr, le GNL permet de recourir au fournisseur le plus offrant en l'absence d'un réseau de transport physique : son transport par méthaniers et non par pipelines permet davantage de latitude dans les négociations.

Le recours au GNL permet également de s'affranchir de la logique de contrats de long terme en privilégiant le court terme, voire les contrats spots (environ 15% des contrats à l'heure actuelle) afin d'obtenir une meilleure adéquation entre offre et demande.

Actuellement les marchés sont verrouillés par de gros monopoles nationaux ou trans-nationaux (GDF-Suez, EON) qui arbitrent les disparités de prix d'approvisionnement à leur profit. Tout ceci conduit le gaz européen à être évalué sur une base pétrole élevée (typiquement \$9/MMBtu aujourd'hui vs. \$4-5/MMBtu aux US). La clé de déblocage sera précisément les stations des LNG qui vont créer des swing-capacités marchandes globales et donc les conditions de la compétition en Europe (si les terminaux de regazification ne sont pas détenus par les mêmes monopoles gaziers).

Le développement du LNG va avoir un impact majeur sur les dynamiques de prix du marché du gaz mondial. A terme, des méthaniers marchands se vendront au continent le plus offrant arbitrant les écarts de prix entre zones géographiques mondiales (en ce sens le marché du gaz aujourd'hui est très différent de celui du pétrole). Néanmoins la question de qui construit les stations de regazification et où se pose; elles créeront des transferts de rente assez forts entre les acteurs de la chaîne de valeur et soulèvent des questions environnementales compliquées. Il s'agit probablement d'une question qui doit être traitée de manière complète et globale.

Les coûts inhérents au développement de cette filière (coûts de liquéfaction, de transport puis de réchauffement) ont considérablement baissé ces dernières années et sont compensés par les bénéfices de cette filière.

3 - Assurer le stockage en développant les terminaux méthaniers à des endroits stratégiques dans le cadre d'un programme européen associant pouvoirs publics et opérateurs privés.

4 - De même, privilégier le dialogue avec la Russie tout en adoptant une attitude européenne cohérente et unifiée sur la question de l'approvisionnement des états baltes et de la Pologne, contournés par le projet North Stream. Un travail sur les perceptions s'avère indispensable afin de rompre avec les schémas géopolitiques du passé et avec la méfiance généralisée vis-à-vis de la Russie.

5 - Elaborer une diplomatie commune de l'énergie avec **nos partenaires européens** tant au niveau des gouvernements que des entreprises, visant à « monitorer » la Russie et à prévoir des mécanismes d'urgence en cas de nouvelle crise gazière (diplomatie opérationnelle).

6 - Renforcer l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie et en faire une véritable autorité de régulation européenne agissant en concertation avec la Commission européenne et ayant vocation à assurer l'accès aux réseaux et la fluidité des importations.

7 - Rendre obligatoire une transparence sur les prix en créant une base de données européenne recensant les prix pratiqués par les pays exportateurs aux différents pays de l'Union. Il faut fluidifier les échanges d'information au sein du marché intérieur.

8 - La sécurité énergétique de l'Union étant en question, il faut appliquer un partenariat oriental, visant à promouvoir un espace de sécurité, de stabilité et de prospérité dans lequel l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables seront privilégiées (ex : l'intégration du marché de l'électricité) ; ensuite, soutenir le projet de corridor Sud permettant la participation d'États tiers sur le principe du cas par cas ; ce corridor transcaspien reliera l'Union européenne aux pays d'Asie centrale. L'élargissement de ce projet de l'Iran, qui dispose de 16% des réserves mondiales de gaz et occupe la seconde place derrière la Russie, garantirait la pérennité de ce projet à terme.

9 - Enfin, la Commission a présenté, le 10 juin dernier, sa stratégie européenne pour la Baltique, programme prioritaire en matière d'écologie et de développement durable. Le gazoduc Nord

Stream, qui doit la traverser, pose un problème environnemental. C'est pourquoi la Présidence Suédoise de l'Union Européenne et la Finlande y sont réticentes. Certains États européens sont, à l'inverse, très engagés ; il faut trouver une réponse commune, de nature politique et compatible avec le droit européen.

10 - Soutenir le projet de gazoduc russo-italien South Stream qui est en bonne voie de réalisation prochaine et éviterait l'Ukraine en passant sous la mer Noire. Cette solution présente une alternative satisfaisante dans le contexte actuel où la construction du pipeline Nabucco, amputée d'un financement européen de 50 millions d'Euros, est problématique.

11 - Elaborer un nouveau partenariat stratégique avec l'Iran, second producteur mondial de gaz, avant que la Chine, l'Inde et les Etats-Unis ne consolident une position dominante auprès de ce fournisseur.